

N°1 Septembre 2011

l'école émancipée

REVUE SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE - PARAISSANT DEPUIS 1910

**Du 13 au 20 octobre :
aucune voix
ne doit manquer !**



© EH

Nul ne peut l'ignorer, nous sommes à quelques jours d'élections professionnelles. Depuis la rentrée, cette question préoccupe les syndicats et accapare l'ensemble des militants. A l'Ecole Emancipée, nous avons souvent l'impression que les élections professionnelles prennent le pas sur les autres activités syndicales. Pourtant, ces élections représentent effectivement un enjeu essentiel. Pour la première fois, elles vont concerner non seulement les CAP qui gèrent de nombreux aspects de nos carrières (promotion, mutation, titularisation et accompagnement DRH) mais aussi les Comités Techniques où se discutent les grands choix des politiques éducatives. Ces élections permettront aussi de définir la représentativité des organisations et par conséquent les moyens qui leur seront attribués.

Nous appartenons à une organisation qui défend l'éducabilité de tous les enfants, qui se bat

pour l'allongement de la durée des études, pour de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves mais aussi pour l'amélioration des conditions de formation et de travail des personnels, pour la défense de leur statut. Pour le travail syndical et les négociations avec le pouvoir, la victoire de la FSU aux élections professionnelles est essentielle. Il n'est d'ailleurs pas indifférent que s'exprime, traditionnellement, lors de ces élections, une part importante des personnels ce qui confère une véritable légitimité à leurs élus. Mais les nouvelles conditions d'organisation imposées par le ministère, en particulier le vote électronique, constituent une véritable machine de guerre contre les syndicats de la FSU.

L'EE doit prendre toute sa place dans ces élections et faire voter pour les syndicats de la FSU. C'est un moyen d'avancer vers la mise en place de l'école que nous voulons.

L'équipe nationale Ecole Emancipée au SNES c'est :

Jean-Marie Barbazanges,
Laurent Boiron, Céline
Boudie, Yves Cassuto,
Christophe Hélou, Elisabeth
Hervouet, Véronique
Ponvert, Olivier Sillam



Sommaire :

p1 : les enjeux des élections .
p2 : les ECLAIR ; la première ; le G20

L'école Emancipée

c'est aussi un site :

www.ecoleemancipee.org

Le programme d'histoire et géographie de première est dénoncé par pratiquement toute la profession. L'Ecole Emancipée doit participer à tout ce qui pourra permettre de le changer et au plus vite signer et faire signer la pétition du SNES : <http://www.snes.edu/petitions/index.php?petition=23>

ECLAIR : machine de guerre contre toute l'éducation nationale

Le programme ECLAIR n'a pas convaincu en cette rentrée, les candidats ont été si peu nombreux que des TZR, ou pire, des FSTG ont été affectés de façon autoritaire sur des postes profilés non pourvus. Tant mieux si ECLAIR ne fait pas recette. Continuons à dénoncer le dispositif pour lui faire échec car ECLAIR porte en son sein de quoi faire exploser l'EN.

D'abord, le programme repose sur l'autonomie : à ce titre, les établissements peuvent s'affranchir des règles nationales (horaires d'enseignement, ou encore missions des enseignants) ; ils doivent innover (expérimentation pseudo pédagogiques tous azimuts), et bien sûr, personnaliser, y compris au niveau « ressources humaines » (profilage des postes).

Ensuite, il applique à la lettre la nouvelle gouvernance qui sévit à l'école néolibérale : c'est le règne du pilotage par la performance (contractualisation systématisée des objectifs et des moyens) et du mérite qui implique servilité de la part des agents (indemnité spécifique avec part modulable à discrétion du chef d'établissement). Dans la ligne de mire : le statut, fragilisé par des textes plus flous (une simple circulaire régit le programme ECLAIR), attaqué déjà au niveau des recrutements et des missions.

Le dispositif ECLAIR a vocation à se généraliser : tous les collègues, de tous les niveaux sont donc concernés par ces attaques. Il convient d'informer, de résister, et de lutter pour empêcher la destruction de notre école et de notre métier.

Réforme en 1° : la casse continue ...

Les informations remontant des établissements confirment ce que nous avions pressenti : dans la voie générale, le regroupement des séries a pour effet des effectifs de classe pléthoriques (35 élèves par classe minimum). L'accompagnement personnalisé, assuré dans le meilleur des cas en demi-classe, est souvent réduit à des séquences sans objectifs ni contenu. Les emplois du temps, du fait de la mise en barrettes des groupes de langues vivantes ou des options, empêchent les élèves d'avoir une pause méridienne suffisante.

En série technologique, la réforme s'est souvent faite sans moyens alloués pour l'achat de nouveaux matériels ou logiciels, les établissements étant obligés de puiser dans leurs fonds propres pour assurer le minimum... La formation des ensei-

gnants sur ces nouveaux programmes a été inexistante, sauf l'accès internet à une plateforme nationale.

Nous assistons parallèlement à une attaque sur nos obligations réglementaires de service : heure de première chaire, annualisation ou semestrialisation de certains enseignements, comptabilisation des heures à effectifs réduits pour majorer notre service hebdomadaire.

La réforme était censée rééquilibrer les séries, et lutter contre la prépondérance de la série S. Manifestement, il n'en est rien....

La situation risque de s'aggraver encore l'année prochaine avec l'application de la réforme en terminale, à moins d'une mobilisation suffisante des personnels et des usagers.

Contre le G 20, les Peuples d'abord pas la finance !

Les 3 et 4 novembre se réunira à Cannes le G20, réunissant les 19 pays les plus riches (c'est à dire le G8 plus L'inde, la Chine, le Brésil...) et l'Union Européenne. La crise du capitalisme financier sera bien évidemment au menu ainsi que les politiques d'austérité que ces gouvernants veulent mettre en place pour faire payer aux peuples les pertes des banques. Pour les « grands » de ce monde il faut socialiser les pertes mais privatiser les profits.

En réaction des collectifs anti-G20 se sont mis en place au plan national, un peu partout en France et bien entendu dans les Alpes Maritimes. Cannes étant zone interdite, un contre-G20 et un

sommet des peuples se tiendra à Nice, à 25 km de là, du 1er au 4 novembre. Une grande manifestation internationale aura lieu le 1er novembre (15h place Garibaldi), jour férié en France comme en Italie toute proche, suivie de prises de paroles et d'un concert. Les 2 et 3 novembre sont réservés au forum des peuples avec une action le 3 au matin (10h00) à la frontière monégasque pour dénoncer les paradis fiscaux, qui n'ont pas disparus contrairement à ce que disent Sarkozy et consorts.

Ce contre G20 doit permettre aux peuples de relever la tête. De Tunis au Caire, d'Athènes à Madrid ou encore à Paris ou à Londres, les peuples indignés ne paieront pas la dette car elle est illégitime.